CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO ARABE

الغرفة التجارية العربية الفرنسية

Votre business partner

Rapport d'activités 2020 du Président et du Secrétaire Général

Edito : 2020 ! Année de sacrifices ? Année sacrifiée ?

M. Vincent REINA, Président de la CCFA
et Dr Saleh AL-TAYAR, Secrétaire Général

2019 avait été une année remarquable pour la Chambre de Commerce Franco Arabe, avec de nombreuses rencontres, un programme riche, dense, innovant.

2020, année du cinquantenaire, s'annonçait sous les meilleurs augures !

Et pourtant tout avait si bien commencé…

A l'occasion de la cérémonie des vœux au corps diplomatique, aux partenaires et aux membres de la Chambre, organisée le 22 janvier, nous annoncions la **mise en ligne d'un nouveau site internet** - entièrement revu, pensé et développé en interne, plus informatif, plus dynamique, plus ergonomique.

Surtout, nous annoncions la date retenue pour célébrer le cinquantième anniversaire de la création de la CCFA, le 9 décembre, dont les grandes lignes étaient déjà élaborées avec des partenaires.

Quelques jours plus tard, le 26 février, la Chambre recevait pour une **réunion de travail, les 22 Conseillers économiques des ambassades arabes présentes à Paris** : tour de table de leurs priorités, programme d'action de la CCFA pour l'année, échanges autour de leurs attentes. Au même moment, la première Newsletter de l'année sortait, la Chambre lançait sa communication.

Nous ignorions encore, à ce moment-là, que nous allions vivre une situation inédite, aux conséquences majeures, sur des milliards de vies humaines, sur nos propres situations, sur nos structures, sur nos économies.

L'annonce d'un confinement complet de la France, le 16 mars, allait stopper nos projets, impacter chacun et chacune d'entre nous, en France et dans l'ensemble des pays de notre zone, avec l'accélération d'un flux d'informations inquiétantes, autour de mesures de restrictions sanitaires à prendre dans le cadre de la lutte contre un virus inconnu.

L'économie à l'arrêt

Au-delà de l'effet de stupeur de voir en quelques jours l'effondrement du trafic aérien, la fermeture des premières frontières, les confinements se généraliser, l'arrêt de toutes les activités économiques, il a fallu, comme l'éditorial du Président l'indiquait dans la Newsletter de mai, faire montre « d'Adaptation et de résilience » !

La CCFA n'a jamais arrêté – exception faite de quelques journées – pour **son activité manuscrite de légalisation, sur documents originaux.** A la demande de la Direction de la diplomatie économique du ministère française de l'Europe et des Affaires étrangères, la CCFA, dans le strict respect des normes sanitaires, a maintenu cette activité vitale pour les entreprises.

La CCFA, sollicitée, a répondu, en s'adaptant pour maintenir la chaîne de légalisation, déjà perturbée par la fermeture des bureaux des CCI - passant au traitement à distance - des ambassades arabes, du service du ministère - passant au traitement par courrier.
La Chambre s'est alors efforcée de maintenir autant que possible le lien avec ses adhérents, pour partager de l'information, conseiller, préparer l'après…

Le nouveau site internet a encore été enrichi, avec la création et l'affichage d'un **fil « twitter »**, et les comptes sur les **réseaux sociaux professionnels** ont dans la mesure du possible été **densifiés**.

Nous avons également alerté les autorités françaises sur le risque de pertes durables de parts de marchés de nos exportations sur les pays de notre compétence – au profit de nos concurrents chinois, turcs et asiatiques

- au-delà du risque d'une perte de nos exportations en 2020 que nous avions même chiffrée, dès la fin avril, à un possible - 10 milliards d'euros sur les 27 milliards constatés depuis 5 ans.

Le choc, in fine, est bien plus long, même si moins massif – d'une certaine manière - que l'on ne pouvait l'imaginer.

Toutes nos économies affichent désormais des taux de croissance négatifs, parfois supérieurs à -10 % et des déficits qui se sont creusés, durablement…

Dès la newsletter du mois de juin, nous faisions état de perspectives macro-économiques comme sectorielles parfois très difficiles.

« Dans le groupe des pays avancés, l'activité semble avoir été plus touchée que prévu, le PIB devrait se contracter de 8,0 % en 2020 avec des ralentissements profonds prévus aux États-Unis (- 8 %), au Japon (- 5,8 %), au Royaume-Uni (- 10,2 %), en Allemagne (- 7,8 %), en France (- 12,5 %), en Italie et en Espagne (- 12,8 %) », écrivions-nous à la fin du premier semestre 2020.

Dans la région du Proche et Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'activité économique devrait se contracter de 4,2 % sous l'effet de la pandémie et de l'évolution du marché du pétrole, ce qui est loin de la croissance de 2,4 % annoncée par le FMI en janvier. Dans les pays exportateurs de pétrole, l'activité devrait baisser de 5 % en raison de la chute des prix du brut. Dans les pays membres du Conseil de Coopération du Golfe (- 4,1 %), les faibles cours du pétrole et l'incertitude liée au coronavirus et les mesures de réduction de la production pétrolière vont considérablement affecter la croissance et pèseront lourdement sur les secteurs non pétroliers ».

Comme nous l'indiquions alors dans notre éditorial, « le monde d'avec », « C'est-à-dire une période où nous devrons vivre et travailler « avec » le risque sanitaire, ses conséquences sociales et économiques, et de nombreuses incertitudes sur le plan international» nous frappait de plein fouet.

L'ampleur des conséquences pour 2020 est désormais connue.

Le PIB en France aura reculé de - 8,2 %.
Le commerce mondial s'est certes moins contracté que craint initialement (- 15,6 % au second trimestre 2020, - 5,6 % au troisième, et la chute des échanges mondiaux aura été finalement de -9,6 %), mais les conséquences sont partout et très diversifiées, par secteurs, par pays.

En 2020, les exportations françaises se seront contractées de 15,9 % et nos importations de 13,0 %, laissant un déficit commercial se détériorant de + 7,3 milliards d'euros, à 65,2 milliards (chiffres au 5 février 2021).

« Dans les pays de la zone, la pandémie de Covid-19 a provoqué une contraction de la production de 5 % en 2020, avec une baisse de la production économique dans les pays exportateurs de pétrole à 5,7 %. Surtout, le nombre de personnes ayant perdu leur travail a fait un bond dans de nombreux pays et les niveaux d'emploi demeurent faibles.

Il en ressort surtout de très importantes disparités, de pays à pays et de populations à populations.

Comme nous l'écrivions, dans notre éditorial de décembre : « Le monde n'a jamais été malheureusement, aussi inégalitaire et les fractures entre pays riches et pays en difficultés aussi visibles. A la résilience dont ont témoigné beaucoup de nations, d'entreprises et de citoyens, il nous faudrait aussi apporter un peu plus de solidarité. Au risque que l'Histoire ne juge sévèrement le« monde de demain ».

Rebondir en 2021

Il a fallu tout au long des derniers mois annuler, reporter les manifestations prévues.

Pas de déplacement, par exemple, de nos ambassadeurs arabes en juillet, que nous préparions avec l'Etablissement public d'aménagement de la Défense, frappé par le décès de son Président, M. Patrick Devedjian. Pas de présentations de nos partenaires du cinquantenaire, pas de petits déjeuners thématiques ou pays.

Le « digital » ou les webinaires ne peuvent certes pas tout remplacer. Certaines thématiques se prêtent ainsi plus facilement que d'autres à cet exercice, et nous avons été heureux de la sollicitation de l'ambassade du Royaume d'Arabie Saoudite, et du ministère saoudien de l'Investissement à animer le 18 novembre une rencontre à distance sur **« La stratégie saoudienne en matière d'énergies renouvelables »** avec de nombreux intervenants français et saoudiens de premier plan.

Mais plus encore dans notre région que dans d'autres, le contact humain demeure irremplaçable…

La dernière décision à prendre a été celle du **report de la célébration de notre anniversaire**. Il était impossible de nous réunir le 9 décembre dernier compte-tenu des contraintes sanitaires, impossible d'avoir le niveau et le nombre de délégations attendues de nos pays arabes.

Nous avons marqué ce cinquantième anniversaire, avec une **Newsletter spéciale, en décembre, riche de très nombreuses photos, des premières activités de 1970 à nos dernières réalisations en 2020**.

La CCFA a tenu. « Le monde, la France impactés et en alerte, la CCFA aussi ! » écrivions-nous en octobre, et nous complétions dans l'éditorial par : « Pour ce qui concerne la CCFA, depuis mon arrivée à la Présidence, je n'ai jamais cessé de rappeler et sa vocation comme point de convergence d'informations, et donc de remontées à destination de l'ensemble des services économiques français, comme son rôle d'outil au service du développement des entreprises.

Pour poursuivre ces missions nous aurons besoin de la mobilisation de tous et de toutes, de l'appui et des relais que chacun et chacune d'entre vous, individus, entreprises, institutions, pouvez être.

La Chambre de Commerce Franco Arabe a été durement impactée tout au long de 2020. Les légalisations tournent encore au ralenti, et il nous est, encore à ce jour, en mars 2021, impossible de nous réunir.

La visibilité que l'on peut d'ailleurs avoir sur les mois à venir demeure bien incertaine…Les conséquences financières sont ainsi importantes.

Mais la CCFA s'est efforcée de tenir son rang, d'être exemplaire, à l'image de sa singularité, là-aussi si bien décrite par Adnan Kassar, ancien ministre de l'Etat libanais, ancien Président de l'Union générale des Chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture des pays arabes, fervent soutien de la CCFA.

« Parce que la CCFA a été la première chambre arabo-étrangère et l'exemple qui a poussé à la création des autres chambres mixtes dans le monde, mais aussi parce que le partenariat entre la France et le monde arabe va aujourd'hui au-delà du commerce stricto sensu », affirmait-il.

C'est pourquoi aujourd'hui, dans cette ouverture de notre Rapport d'activités 2020, une année si différente, si extraordinaire, nous tenons aussi à remercier nos écosystèmes diplomatiques et institutionnels, mais aussi et surtout les collaborateurs de la CCFA pour leur engagement, nos partenaires 2020 - Veolia Africa, Transdev, l'UBAF, Antea - tous les membres qui nous ont fait confiance, et nous font encore confiance en 2021, pour leur fidélité.

Parce que nous avons, et aurons, encore besoin d'eux, pour faire en sorte que la Chambre de Commerce Franco Arabe, retrouve en cette année 2021 et bien au-delà, son rôle de consolidateur, de vigie et de facilitateur de la relation entre la France et les pays du monde arabe.

Environnement économique 2020

En 2020, l'activité mondiale, même si modérée, aurait dû s'inscrire sur un sentier de progression. L'épidémie de Coronavirus Covid-19 est venue tout bousculer et a généré une situation de retournement sévère. En particulier, les restrictions à la mobilité dans toutes les zones touchées et l'impact de l'interruption économique se sont traduits par un affaissement de la conjoncture. Toujours sous le choc lié à l'épidémie, elle cherche encore à retrouver tout son allant, dans un climat plus apaisé.

Les décisions prises par les pouvoirs publics français ont conduit tout au long de l'année à mettre en place des mesures de protection et de confinement qui ont eu pour conséquences outre des aspects humains, l'interruption d'une part significative de nos activités, très aggravée par la réduction des exportations.

La CCFA a bien entendu mis en place des mesures de protection de ses salariés.

La Chambre estime que son activité et la performance 2020 sont très sensiblement impactées et a travaillé sur des mesures de réduction des coûts et des investissements, incluant la mise en activité partielle de ses collaborateurs.

Du fait des mesures prises, il n'est pas mis en évidence une insuffisance de trésorerie à court terme, malgré une dégradation sensible de l'activité, sachant que la Chambre veille à assumer sa mission d'assistance auprès de ses adhérents et à respecter ses engagements en matière de règlement de ses fournisseurs.

Vincent REINA, Président de la CCFA
Dr Saleh AL-TAYAR, Secrétaire Général

La CCFA, ses instances

La CCFA est organisée sur une base institutionnelle (Bureau et Conseil d'Administration) strictement paritaire, ce qui en fait sa singularité et sa force.
Sa raison d'être est la volonté de ceux et celles qui veulent bâtir un espace de coopération et de partenariat économique entre la France, le Maghreb, le Machrek et les pays du Golfe liés par une histoire commune. Sa zone de compétences d'étend ainsi sur un marché de plus de 380 millions d'habitants.

A sa tête, un exécutif composé d'un Président français, M. Vincent Reina, élu en 2016 et réélu lors de l'Assemblée générale de juin 2019, et d'un Secrétaire Général arabe, le Dr Saleh Al-Tayar, un Bureau et un Conseil d'Administration composés de membres venant pour moitié d'entreprises françaises adhérentes et pour moitié de Chambres de Commerce nationales des 22 pays membres de la Ligue des Etats Arabes.

Soumise au droit français et régie par la Loi de 1901 sur les associations, les instances de la CCFA ont pu se réunir tout au long de l'année - sans présence physique, avec vote électronique - et ne pas être ainsi paralysées par la situation de pandémie, grâce aux mesures extraordinaires prises par le gouvernement et le Parlement français. Les dispositions de l'ordonnance n° 2020-321 du 25 mars 2020 ont ainsi permis de tenir le Bureau et le Conseil d'Administration, le 2 avril et le 9 décembre 2020, le Bureau, le Conseil d'Administration et l'Assemblée générale ordinaire, le 10 juin 2020, le Bureau seul, le 16 septembre 2020.

COMPOSITION DU BUREAU DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE – 31 décembre 2020

VICE-PRESIDENTS

M. Raja AL KABARITI
Président
CHAMBRE DE COMMERCE DE JORDANIE

M. Jean-Luc CHAPOTON
Directeur Commercial International
Groupe RATP DEV

M.Ibraheem Mahmoud FOUDAH,
représentant ***SAUDI EXPORT DEVELOPMENT CENTER***

M. Thierry GIRARD
Directeur Commercial International
NGE

Sheikh Khalifa Bin Jassim Bin Mohamed AL THANI
Président, **CHAMBRE DU QATAR**

M. Jean-Yves MARSALEIX
Trésorier

MEMBRES DU BUREAU

Dr. Khaled HANAFI
Secrétaire Général
UNION DES CHAMBRES ARABES

M. Patrick SEGUIN
Président, CCI Bordeaux Gironde
Représentant CCI FRANCE

M.Ibraheem AL-ARABI
représentant
FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE EGYPTIENNES

M. Henri POMERANC
Gérant
ATRAD

M. Jean-Lou BLACHIER
Secrétaire confédéral
CONFEDERATION DES PME

M. Bertrand de FONVIELLE
Président
KERVILLEN CONSULTING

M. Mohamed ZERROUKI
Vice-Président
CHAMBRE ALGERIENNE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

M. Serge MELLOUL
Directeur Général
ARISTOT

M. Samir MAJOUL
Président
UTICA

MEMBRES ARABES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Membres de droit
- **Le Secrétaire Général de l'Union des Chambres Arabes**
- **Le Secrétaire Général de la Chambre de Commerce Franco-Arabe**
- **Le Secrétaire Général Adjoint de la Ligue Arabe Chargé des Affaires Economiques**

CENTRE DE DEVELOPPEMENT DES EXPORTATIONS SAOUDIENNES
CHAMBRE ALGERIENNE DE COMMERCE & D'INDUSTRIE
CHAMBRE DE COMMERCE DE JORDANIE
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BAHREIN
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE DJIBOUTI
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE QATAR
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'OMAN
CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE DE MAURITANIE
CONSEIL DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE SAOUDIENNES
COTTON MARKETING ORGANIZATION (Syrie)
FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE DU MAROC
FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE EGYPTIENNES
FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES EMIRATS ARABES UNIS
FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE IRAKIENNES
FEDERATION DES CHAMBRES DE COMMERCE, D'INDUSTRIEET D'AGRICULTURE PALESTINIENNES
FEDERATION DES CHAMBRES LIBANAISES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIEET D'AGRICULTURE
FEDERATION DES CHAMBRES YEMENITES DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
FEDERATION DES HOMMES D'AFFAIRES ET EMPLOYEURS SOUDANAIS
UNION DES CHAMBRES DE COMMERCE SYRIENNES
UNION GENERALE DES CHAMBRES DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE LIBYENNES
UNION TUNISIENNE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE & DE L'ARTISANAT

MEMBRES FRANÇAIS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

AAQIUS
ADEGYS
ARISTOT
ATRAD
AURIOS
CABINET FRANC
CABINET MERLIN
CCI FRANCE
CIAC INTERNATIONAL TECHNOLOGIES
CONFEDERATION DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
CREDIT AGRICOLE CORPORATE & INVESTMENT BANK
EIFFAGE GENIE CIVIL
GIDE LOYRETTE NOUEL
GROUPE SOUFFLET
KERVILLEN CONSULTING
NGE
RATP
SAUR
SCHNEIDER ELECTRIC
SNCF
SOCOTEC
SUEZ ENVIRONNEMENT
TRANSDEV
VEOLIA AFRICA

La CCFA et ses services

CERTIFIER

Par agrément du Conseil économique de la Ligue Arabe, la CCFA est habilitée à légaliser tous les documents relatifs à une exportation vers les pays arabes (certificat d'origine, facture commerciale, etc.).
Le service des visas est assuré du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30, et les informations téléphoniques sont accessibles au 01 45 53 20 12 de neuf heures à seize heures.

SERVIR

Missions de prospection commerciale pour les entreprises françaises dans les pays arabes.
Séminaires-pays d'information au bénéfice des entreprises.
Petits déjeuners thématiques autour de personnalités économiques ou institutionnelles.
Participation à des salons professionnels et à des conférences économiques.
Organisation de déplacement des Ambassades arabes dans les Métropoles.
Accueil de Ministres et de délégations arabes de passage à Paris
Organisation de rencontres B-2-B au profit des entreprises arabes de passage à Paris.
Organisation de Forums et Colloques annuels France-pays arabes.

PARTAGER

Partager et diffuser largement de l'information, à travers une Newsletter et un site internet. La Newsletter, la lettre d'information de la Chambre, est le concentré d'une veille permanente sur l'actualité économique et financière des entreprises, les opportunités à saisir en France et dans les pays arabes et un outil de diffusion des activités de la Chambre. La version française est adressée largement aux milieux économiques et institutionnels et la version arabe est largement diffusée dans les 22 pays arabes.
Le site internet est dynamique, informatif et responsive. Il met à disposition des données macroéconomiques et statistiques sur les pays arabes et l'actualité du programme d'activités de la CCFA.

ARBITRER

Le Centre de Médiation et d'Arbitrage près la Chambre de Commerce Franco Arabe regroupe en son sein d'éminents arbitres et médiateurs de renommée internationale.
Il dispose d'un règlement à la pointe de la modernité correspondant au standard des règlements des institutions d'arbitrage les plus prestigieuses dans le monde. Le Centre de Médiation et d'Arbitrage offre à toute personne, physique ou morale, un mode de résolution des litiges spécifique qui repose sur la double culture franco-arabe et le respect de la parité.

Quelques exemples concrets de services !

LES AVANTAGES DE NOS ADHERENTS

Pour permettre aux opérateurs économiques d'accéder rapidement aux meilleures sources d'information et de nouer des contacts directs de haut niveau, la Chambre de Commerce Franco Arabe offre à ses adhérents les avantages suivants :

- **Appui de notre Chambre auprès des Ambassades pour l'obtention rapide de vos visas d'affaires.**
- **Priorité pour l'obtention de notre visa pour vos documents commerciaux.**
- **Assistance et conseil pour faciliter vos exportations ou votre implantation vers l'ensemble des Pays du Monde Arabe.**
- **Mise en relation avec les entreprises souhaitant s'implanter ou exporter en France.**
- **Facilitation de la sélection des produits et services en fonction des marchés et selon les pays. Mise en relation rapide avec les importateurs potentiels.**
- **Assistance de notre Chambre lors de vos négociations commerciales.**
- **Informations régulières sur les opportunités d'affaires.**
- **Assistance et Protection de vos intérêts par l'intermédiaire du Centre de Médiation et d'Arbitrage de notre Chambre.**
- **Insertion du logo de la Chambre sur tous vos documents afin de faciliter votre référencement auprès de vos contacts Arabes ou Français.**
- **Mise en relation avec tous les organismes publics (Chambres de Commerce etc…) ou privés, susceptibles de vous apporter également leur assistance pour toutes vos opérations d'importations, exportations.**

Rétrospective 2020 !

Vœux

Soirée des vœux aux Ambassadeurs Arabes, aux institutions, aux adhérents et aux partenaires, le 22 janvier 2020.

Le Président de la CCFA, Monsieur Vincent Reina, et le Secrétaire général, le Dr Saleh Al-Tayar, ont présenté le 22 janvier leurs vœux aux corps diplomatiques, aux partenaires de la Chambre et aux entreprises membres.
Le Président est revenu sur la diversité et la richesse des événements conduits par la Chambre en 2019, et ses projets en 2020, dont le lancement dès le mois de janvier d'un nouveau site internet, entièrement redéveloppé par la CCFA, plus dynamique, plus ergonomique et plus informatif.
Il a insisté également sur le rôle clé de la CCFA tout au long de ses cinquante premières années d'existence.

Le Secrétaire Général, de son côté, a appelé justement, les pays arabes et la France à profiter de cette année anniversaire pour renforcer encore leurs échanges et leurs relations.

Atelier Egypte

Atelier Egypte, organisé par Business France, la Direction générale du Trésor, Sanofi, Elsewedy Industrial Development et la CCFA, le 10 février 2020.

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

NEWSLETTER Franco-Arabe N° 140 - Janvier/Février 2020

L'Egypte : puissance régionale et acteur majeur sur le continent africain

L'Egypte, cœur vibrant de la nation arabe, hisse à nouveau les voiles de son « faluka » pour reprendre sa place de première puissance régionale et jouer pleinement son rôle d'acteur majeur sur le continent africain. À coups de réformes et de projets, le pays accélère son intégration dans l'économie mondiale et forge le chemin de la croissance, échafaudant ainsi un avenir certain aux générations futures. Énergie, eau, infrastructures, industrie, télécommunications, villes nouvelles, transports, agriculture et industrie agroalimentaire, formation, éducation et enseignement… Tous les secteurs sont en plein essor et participent sans exception à la naissance de la nouvelle Egypte qui se veut à l'image du passé, glorieuse, rayonnante et passionnante, active et dynamique, créative et intuitive.

Avec l'appui du Fonds Monétaire International, le pays s'est fixé une stratégie pour assainir les finances publiques, libéraliser le marché et relancer l'économie. Et les résultats sont aujourd'hui là, à la hauteur des attentes. L'économie se redresse incontestablement et enregistre une croissance progressant de 4,3% en 2016 à 6% en 2019; une inflation qui passe de 14% en octobre 2016 à 2,5% en octobre 2019 et un taux de chômage qui baisse de 12,6% à 7,5% durant la même période. Par ailleurs, les investissements privés étrangers marquent leur retour dans le pays et affichent une progression de 5% en 2019 à 8,5 milliards de dollars, encouragés par le nouveau « code des investissements » qui réduit considérablement les procédures administratives, offre de multiples incitations fiscales aux porteurs de projets et met en place un mécanisme de résolution rapide des litiges. Par ailleurs, cette stratégie de relance est appuyée par la mise en chantier d'une série de mégaprojets, pour doter le pays de nouvelles infrastructures ou améliorer les installations existantes, pour étoffer le tissu industriel du pays, renforcer ses capacités manufacturières et exploiter au mieux ses ressources et ses richesses.

En avant-première du forum franco-égyptien des affaires et de l'innovation qui aura lieu du 30 mars au 1er avril prochain au Caire, la Chambre de Commerce Franco-Arabe s'est associée à Business France, la Direction générale du Trésor, le groupe Sanofi et le groupe égyptien Elsewedy Industriel Development, pour promouvoir, le 10 février dernier, une présentation des perspectives des relations économiques entre la France et l'Egypte et le programme du prochain forum dans la capitale égyptienne qui comprendra des tables rondes, des rendez-vous B to B et des visites de sites.

M. Christophe Lecourtier, Directeur Général de Business France, a souligné, en ouverture, le nombre important des entreprises inscrites à cette manifestation, estimant que cela démontre l'engouement pour ce grand pays de 100 millions d'habitants à fort potentiel et qui offre des opportunités multiples. Il a indiqué qu'en 2019 plus de 180 entreprises françaises avaient prospecté ce marché, tout particulièrement dans les secteurs où l'expertise française est reconnue, et souligné que la stratégie de développement dans ce pays offre un relais de croissance certain au savoir-faire français dans tous les domaines, notamment les équipements industriels et agricoles, les produits alimentaires, la santé, le transport, l'urbanisme, les hydrocarbures et bien d'autres.

Monsieur Stéphane Romatet, Ambassadeur de France en Egypte, a indiqué de son côté que « l'Egypte change » et qu'il fallait s'intéresser davantage à cette destination à fort potentiel où l'Hexagone reste un partenaire économique mineur. « Nos échanges économiques ne reflètent pas le niveau de nos relations historiques, amicales et politiques » a-t-il dit. Et de pourvuivre : « il faut développer ces échanges », indiquant que le Forum franco-égyptien des affaires, qui se déroulera prochainement au Caire, était l'occasion de « booster ces échanges ».

Après la signature d'un protocole d'entente entre Business France et le groupe industriel Elsewedy, trois tables rondes ont abordé respectivement les opportunités sectorielles pour investir, exporter et distribuer sur le marché égyptien, les perspectives économiques et le rebond commercial de la France en Egypte, et enfin la présentation du groupe Elsewedy, deuxième groupe privé en Egypte après Orascom.

M. Amr Noureldine, Conseiller auprès de l'Autorité des investissements des zones franches, a présenté, lors de la première table ronde, les indicateurs économiques de l'Egypte, soulignant la forte croissance de l'économie, la baisse de l'inflation et le recule du chômage. Il a par ailleurs abordé le climat des affaires, qui gagne six places dans la dernière édition du « Doing Business » de la Banque mondiale, avant d'appeler les acteurs économiques français à développer le transfert de leurs technologies et à augmenter leurs investissements dans le pays des pharaons. M. Ayman Soliman, Président du Fonds souverain égyptien, a énuméré les secteurs prometteurs dans son pays et expliqué la stratégie du Fonds qu'il dirige et son modèle de gouvernance qui ressemble à celui adopté par Singapour ou la Malaisie.

2020 année du cinquantenaire de la CCFA 1970-2020

Chambre de commerce franco-arabe - 250 bis boulevard St-Germain 75007 Paris
Tél. 01 45 53 20 12 - Fax : 01 47 55 09 59 - e-mail : info@ccfranco-arabe.org - site web : www.ccfranco-arabe.org

9/16

M. Stéphane Romatet, Ambassadeur de France en Egypte :
« Nos échanges économiques ne reflètent pas le niveau de nos relations historiques, amicales et politiques… Il faut développer ces échanges ».

M. Christophe Lecourtier, Directeur Général de Business France :
« Il y a un fort engouement pour ce grand pays de 100 millions d'habitants, à fort potentiel et qui offre des opportunités multiples. En 2019 plus de 180 entreprises françaises ont prospecté ce marché, tout particulièrement dans les secteurs où l'expertise française est reconnue. La stratégie de développement en Egypte offre un relais de croissance certain au savoir-faire français dans tous les domaines, notamment les équipements industriels et agricoles, les produits alimentaires, la santé, le transport, l'urbanisme, les hydrocarbures et bien d'autres».

Énergie, eau, infrastructures, industrie, télécommunications, villes nouvelles, transports, agriculture et industrie agroalimentaire, formation, éducation et enseignement… Tous les secteurs sont en plein essor et participent sans exception à la naissance de la nouvelle Egypte.

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

NEWSLETTER Franco-Arabe N° 140 - Janvier/Février 2020

M. Maged El Sayed, membre du Conseil d'Administration de Sanofi Egypte, a présenté son groupe installé sur le territoire égyptien depuis 58 ans ! Il a rappelé les réformes courageuses mises en œuvre par les autorités pour développer une économie inclusive, soulignant les multiples opportunités suscitées par les importants projets dans le secteur de la santé.

Enfin, M. Karim Wissa, Conseiller Senior chez Gide Loyrette Nouel-Egypte, a abordé les points forts du nouveau code des investissements et ses amendements. Il a notamment noté que ce nouveau code protège les investisseurs, permet le rapatriement des bénéfices, exonère certains matériels de taxes et facilite l'octroi de licences pour les industries. Par ailleurs il a rappelé la loi sur les faillites, celle qui régule le secteur bancaire et la micro finance, et indiqué pour conclure que le plus gros des réformes est fait, et que le pays était désormais en marche pour jouer son rôle d'acteur majeur dans la région et sur tout le continent africain.

La deuxième table ronde a offert à M. Romatet une tribune pour présenter sa vision de l'évolution économique en Egypte. Il a souligné que les réformes mises en place par les autorités, avec le concours du FMI, commencent à donner leurs fruits. Il a indiqué que le moment était favorable pour les PME-PMI françaises pour saisir les opportunités qui se présentent. A cet égard, il a noté que la marque France avait un avantage certain dans ce pays et précisé que les entreprises françaises doivent se donner du temps et trouver le bon partenaire.

Intervenant lors de cette table ronde, M. Philippe Garcia, responsable du bureau de Business France en Egypte, a abordé les échanges entre la France et l'Egypte et indiqué que leur volume avait atteint près de 3 milliards d'euros l'année dernière avec un excédent en faveur de la France de 728 millions d'euros du fait de l'augmentation des exportations françaises vers ce pays. Il a par ailleurs rappelé que près de 4.000 entreprises françaises exportent vers l'Egypte et près de 160 filiales y sont installées . Quant à l'accès à ce marché, il a indiqué que la présence d'un agent était importante pour démontrer l'attachement de l'entreprise à ce marché et pour suivre l'évolution des affaires. Enfin pour conclure, il a indiqué que la France avait une offre d'excellence qui peut ouvrir des portes dans plusieurs secteurs à fort potentiel.

Derniers intervenants, M. Tamer El Feki, directeur régional de la stratégie chez Tarket et M. Jean-Pierre Boffy, Président Directeur Général de Steam France ont expliqué tour à tour la stratégie de développement de leur entreprise sur ce marché un peu complexe, soutenant que les entreprises françaises avaient tous les atouts pour y réussir et se développer.

La dernière table ronde, consacrée au groupe Elsewedy, a permis à ses dirigeants notamment M. Ahmed Elsewedy, Président du groupe, et Wael Hamdy, vice-président d'Elsewedy Electric, de présenter cette entreprise familiale fondée en 1938 et qui a réussi, en 80 ans d'existence, à se hisser au premier rang dans divers secteurs d'activités notamment l'énergie, l'industrie, la construction, la distribution et l'immobilier. Le groupe emploie 4.200 salariés, possède 9 usines et gère plus de mille chantiers à travers 20 pays. Elsewedy Industrial Group qui travaille déjà avec des grandes entreprises françaises comme EDF, Engie ou Vinci peut être un relais pour les PME françaises qui veulent pénétrer le marché égyptien et conquérir de nouveaux marchés sur le continent africain. Pour plus d'informations sur le Forum consulter : events-export.businessfrance.fr/forum-egypt

2020 année du cinquantenaire de la CCFA 1970-2020

Chambre de commerce franco-arabe - 250 bis boulevard St-Germain 75007 Paris
Tél. 01 45 53 20 12 - Fax : 01 47 55 09 59 - e-mail : info@ccfranco-arabe.org - site web : www.ccfranco-arabe.org

10/16

Atelier Arabie Saoudite

Atelier Arabie Saoudite, organisé par Business France, le ministère saoudien de l'Investissement, la CCFA et l'Agence française de développement d'Al-Ula, le 15 septembre 2020.

NEWSLETTER
N° 143 – Septembre/Octobre 2020

Atelier Arabie saoudite au siège de Business France

M. Vincent Reina et Dr. Saleh Al-Tayar : la CCFA est en position idéale pour accompagner les entreprises françaises en Arabie saoudite

NEWSLETTER
N° 143 – Septembre/Octobre 2020

NEWSLETTER
N° 143 – Septembre/Octobre 2020

Quelques rendez-vous 2020 du Président et du Secrétaire Général de la CCFA

- **Conseiller Afrique du Nord-moyen Orient à la Présidence de la République, Monsieur Patrice DUREL**
- **Ambassadrice de France au Koweït, S.E. Mme Madame Anne-Claire LEGENDRE**
- **Ambassadeur du Qatar en France, S.E. Sheikh AL BIN JASSIM AL THANI**
- **Ambassadeur d'Irak en France : S.E. M. Nazar AL KHIRULLAH**
- **Ambassadeur des Emirats Arabes Unis en France : S.E.M. Ali Abdulla AL AHMED**
- **Ambassadeur de Mauritanie en France : S.E.M. Ahmed BAHIYA**
- **Président de CCI France International : M. Renaud BENTEGEAT**
- **Directeur général de Business France : M. Christophe LECOURTIER**
- **Président de l'Agence française pour le développement d'Al-Ula, M. Gérard MESTRALLET**
- **Rendez-vous avec les partenaires 2020, les entreprises françaises adhérentes**
- **Présence aux réceptions des Ambassadeurs arabes, aux vœux CPME, Medef International**
- **Accueil de délégations d'Irak, d'Arabie Saoudite**

CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

NEWSLETTER Franco-Arabe
N° 140 - Janvier/Février 2020

La CCFA reçoit une délégation de l'Association des hommes d'affaires irakiens pour le Développement du Commerce et de l'Industrie

Le Président de la CCFA, Monsieur Vincent Reina, a reçu pour la deuxième fois en quelques mois, le 23 janvier dernier, une délégation de l'Association des hommes d'affaires irakiens pour le Développement du Commerce et de l'Industrie / Section de Babel, conduite par Monsieur Abdulhadi Najm Abbood HAMMOODI, Président de l'Association, et dont faisait partie également Monsieur Mohsin Ali Khudhair ALRUBAYEI, Vice-Président, en présence de Mme Neirouz FAHED, Directeur exécutif de la Chambre.

Ces échanges faisaient suite à la visite effectuée par le Président de l'Association au Président Reina en juin 2019, visite au cours de laquelle il avait exprimé le souhait d'approfondir les relations entre la CCFA et son Association.

Plusieurs propositions ont été présentées et discutées au cours de cette seconde rencontre, avant de fixer les modalités de cette coopération par les deux Présidents.

Les huit membres de cette délégation avaient profité de leur déplacement à Paris pour participer à la cérémonie des vœux de la CCFA qui s'était déroulée la veille.

2020, la crise sanitaire et économique à travers les Newsletters de la CCFA

Newsletter
Franco-Arabe
LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 141/2020 - MAI
Message du Président de la CCFA face à la crise
Adaptation et résilience !
SOMMAIRE
2020 année du cinquantenaire de la CCFA
1970-2020

« Préparer la relance économique, la relance de la machine à l'export après ce confinement lié à la pandémie, comme accompagner les entreprises dans leur rebond, leur transformation éventuelle, sont aussi nos préoccupations ». (mai 2020)

Newsletter
Franco-Arabe
LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 142 / 2020 - JUIN/JUILLET 2020
Le monde « d'après » n'est pas pour demain
SOMMAIRE
CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

NEWSLETTER
2020 année du cinquantenaire de la CCFA
1970-2020

« Alors, le monde d'aujourd'hui, est clairement, pour reprendre les mots d'Antoine Frérot, Président Directeur Général de Veolia, Président de l'Institut de l'Entreprise, « le monde d'avec ». C'est-à-dire une période où nous devrons vivre et travailler « avec » le risque sanitaire, ses conséquences sociales et économiques, et de nombreuses incertitudes au plan international ». (juin-juillet 2020)

Newsletter
Franco-Arabe
LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 143 / 2020 - SEPTEMBRE-OCTOBRE 2020
Le monde, la France impactés et en alerte, la CCFA aussi !
SOMMAIRE
2020 année du cinquantenaire de la CCFA
1970-2020

NEWSLETTER
CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE

« Alors que la CCFA n'échappe pas aux multiples conséquences directes de la situation actuelle en 2020, qu'en sera-t-il demain ?
Pour nous ? Comme pour la France ?

Pour ce qui concerne la CCFA, depuis mon arrivée à la Présidence, je n'ai jamais cessé de rappeler et sa vocation comme point de convergence d'informations, donc de remontées à destination de l'ensemble des services économiques français, et son rôle d'outil au service du développement des entreprises ». (septembre-octobre 2020)

NEWSLETTER
Ce que retiendra de 2020 l'Histoire …
Nos partenaires 2020
VEOLIA
transdev
UBAF
anteagroup

« Cette année 2020 et son anormal environnement, accompagnée des crises sansprécédent que nous connaissons, et allons connaître, représenteront ils les seuls éléments significatifs que notre mémoire collective gardera ?

Je pense que non. J'espère que non . (…) Le monde n'a jamais été malheureusement, aussi inégalitaire et les fractures entre pays riches et pays en difficultés aussi visibles. A la résilience dont ont témoigné beaucoup de nations, d'entreprises et de citoyens, il nous faudrait aussi apporter un peu plus de solidarité. Au risque que l'Histoire ne juge sévèrement le « monde de demain ». (décembre 2020)

Newsletter Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 144 / 2020 - NOV/DEC - 2020

50 ans au service du partenariat franco-arabe !

Publication destinée aux membres de la CCFA - Diffusion gratuite - Non destinée à la vente.

1970-2020

Chambre de Commerce Franco Arabe - 250 bis boulevard St-Germain 75007 Paris
Tél. 01 45 53 20 12 - Fax : 01 47 55 09 59 - e-mail : info@ccfranco-arabe.org - site web : www.ccfranco-arabe.org

1/16

50 ans au service du partenariat franco-arabe

1970 : le commencement

La création de la Chambre de Commerce Franco Arabe (CCFA) témoigne de la volonté des hommes qui ont porté son destin de bâtir un espace de rencontre, créer un lieu de dialogue, construire une plate-forme de partenariat entre deux mondes liés par l'histoire. Durant ses cinquante premières années d'existence, la CCFA s'est renouvelée pour rapprocher les acteurs économiques, accompagner les entreprises, renseigner les investisseurs.

A l'initiative du Général de Gaulle, la Chambre de Commerce Franco Arabe (CCFA) est née le 8 décembre 1970 sous l'égide du Conseil économique de la Ligue des Etats arabes, comme une émanation de l'Union générale des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture des Pays Arabes - aujourd'hui Union des Chambres Arabes dont le siège est à Beyrouth - en partenariat avec les autorités françaises car étant soumise au droit français par la loi de 1901 sur les associations.

« La création de la Chambre de Commerce Franco Arabe est un geste du monde arabe en direction de la France pour la remercier de la politique décidée par le Général de Gaulle » disait M. Michel Habib-Deloncle, qui à la demande de M. Ahmed Asmat Abdel-Megid, représentant de la Ligue des Etats arabes à Paris à l'époque, appuyé par le Conseil des ambassadeurs arabes à Paris, le sollicita pour en prendre la première présidence; présidence qu'il assurera ensuite jusqu'en 2002.

Ce à quoi M. Hervé de Charette, ancien ministre des Affaires étrangères qui présida aussi à sa destinée durant huit ans, faisait volontiers écho en disant : « la création de la Chambre marque un moment fort de l'épanouissement de la politique arabe de la France ».

Cette Chambre est ainsi une institution paritaire unique avec un Conseil d'Administration composé pour moitié de représentants des pays arabes (patronats, Chambres ou Fédérations de Chambres nationales représentant les 22 pays de la Ligue des Etats arabes) et pour l'autre moitié d'entreprises élues parmi ses membres et représentant l'économie française. A sa tête, un Président français, et un Secrétaire Général arabe, actuellement M. Vincent Reina et le Dr. Saleh Bakr Al-Tayar.

Il faut noter que le premier financement de la Chambre fut assuré par l'émir d'Abu Dhabi et Président des Emirats arabes unis, un francophone convaincu, feu Cheikh Zayed ben Sultan Al Nahyane. Une directive de la Ligue des Etats arabes, après agrément de son Conseil économique, viendra par la suite conférer à la Chambre l'habilitation à légaliser les documents d'exportations, visas de conformité et permis d'exercer ou de commercialiser, ce qui permit à la CCFA d'atteindre son autonomie financière.

Mais dès sa création, la Chambre entame très vite ses activités dont la plus importante et la plus urgente était de renseigner les entreprises françaises sur les marchés arabes. Elle le fit à travers, la création d'un centre de documentations, l'édition d'un annuaire sur les entreprises françaises et arabes et la publication de la Revue des échanges franco-arabes (REFA). Elle le fit aussi et surtout, par l'organisation de rencontres et des missions de représentation.

La Chambre ouvre des antennes dans les grandes villes françaises : Lyon, Marseille et Toulouse, multiplie et diversifie ses activités : forums, colloques, rencontres, missions dans les capitales arabes. Dès 1974, les délégations de chefs d'entreprises français, emmenées par la Chambre, vont à la rencontre de leurs homologues algériens, marocains, égyptiens et ceux qui sont dans les pays du Golfe. La première de ces grandes missions, qualifiée de mission « Marco Polo », visite le Maroc, l'Algérie et l'Egypte. Dès cette époque aussi, les grands colloques sont lancés. Le premier concerna les relations franco-arabes et se tint en octobre 1974 à Casablanca. Il fut suivi en 1978 par celui de Khartoum, organisé en coopération avec les Chambres de Commerce Arabes, sur l'agroalimentaire, puis sur la formation professionnelle en 1979 à Amman. Le siège de la CCFA à Paris devient également un point de passage pour les délégations étrangères à la recherche de l'expertise et du savoir-faire français.

MM. Gamal El Nazer, Ministre égyptien du Tourisme et Michel Habib-Deloncle - 1979

Les années 80-90 seront marquées par les missions de représentation. Elles venaient de partout et couvraient des thématiques aussi diverses que porteuses d'avenir. À la découverte des technologies du futur, il y eut la visite à la SNCF par exemple en 1980 et l'exploit de tenir le premier Conseil d'Administration de la Chambre avec tous les représentants des pays arabes invités à cette occasion, à bord de l'un des premiers TGV Paris-Lyon.

On ne peut oublier également de cette première période, la célébration du 25ème anniversaire de la création de la CCFA, en 1995, marquée par l'invitation de son Conseil d'Administration à Matignon en présence de M. Abdel-Megid, alors Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes, et de M. Philippe Séguin, Président de l'Assemblée nationale.

France-Pays Arabes

Des relations fondées sur le respect mutuel, la recherche d'intérêts communs et la communauté de destin

La relation - longue de plus de 13 siècles - entre la France et le monde arabe est marquée de respect et de confiance. Une histoire d'amitié et d'attraction, toujours marquée par une fascination réciproque qui, au fil du temps dépasse les préjugés, les clichés et les antagonismes, et insuffle des bases solides dont les fondements les plus marquants sont le respect mutuel et la recherche des intérêts communs.

C'est le Général de Gaulle, dont le cinquantenaire de la disparition est également célébré cette année, qui fixe les orientations de la politique arabe de la France et disait dès 1958 : « tout nous commande de réapparaître au Caire, à Damas, à Amman et dans toutes les capitales de la région, en amis et en coopérants ». Il ajoutera : « si nous voulons construire autour de la Méditerranée une civilisation dans laquelle l'Homme sera une fin et non un moyen, alors il faut que nos cultures s'ouvrent l'une à l'autre ». Cette politique sera poursuivie par tous ses successeurs, tel Jacques Chirac convaincu que « la politique arabe de la France doit être une dimension essentielle de sa politique étrangère ». Il souhaitait ainsi faire partager cette idée à l'Europe tout entière et déclara lors de son discours à l'Université du Caire, le 8 avril 1996 : « l'Europe doit désormais construire un pont au Sud, car les mondes arabes et l'Europe sont liés par une communauté d'intérêts et de destin ».

Aujourd'hui, de la Mauritanie à l'Irak en passant par le Golfe et le Levant, le lien de la France avec les pays arabes est d'abord humain. Près de 1,2 million de Français, dont la plupart sont binationaux, y vivent. Près de 15 % des francophones vivent dans cette région où la langue française est pratiquée quotidiennement par environ 35 millions de personnes. Par ailleurs, près d'un tiers des 90.000 étudiants étrangers inscrits dans le système universitaire français viennent des pays de la région et trois pays du Maghreb représentent 80 % de cet ensemble.

Autre fait marquant qui traduit l'intensité des liens voulus par la France avec les pays arabes, c'est la densité de son réseau diplomatique dans la région.

Enfin, les multiples accords de coopération dans les domaines éducatif et culturel qui embrassent aussi bien les actions en faveur de la jeunesse, le soutien à l'éducation et à la formation, les échanges artistiques et les industries créatives, marquent cet intérêt porté à la dimension humaine dans la relation franco-arabe.

Sur le plan de la relation économique entre la France et les pays arabes, au-delà des grands groupes français mondialement connus pour leurs expertises au service des intérêts de ces pays, les petites et moyennes entreprises animent aussi au quotidien cette relation franco-arabe. Toutes ces entreprises participent à la vie économique des pays où elles sont implantées, créant de la richesse, des emplois et partageant expertise et savoir-faire.

Aujourd'hui, la France dispose dans le monde arabe d'importants atouts. Elle est appréciée pour sa sensibilité à ses causes et à ses intérêts. Elle est admirée pour sa culture, sa créativité et son mode de vie. Elle est louée pour le raffi-

Vue de la tribune, journée Irak, septembre 1988 - (photos d'article décennie 1980 -1990)

Nos partenaires 2020

Stratégique	Platinium	Platinium	Silver
VEOLIA	transdev the mobility company	UBAF	anteagroup

nement et la qualité de ses produits, pour la compétence, l'ingéniosité et l'expertise de ses entreprises. Autant d'atouts qui placent la France en pole position pour resserrer ses liens avec les pays de la région, augmenter ses parts de marché - qui s'effritent néanmoins devant la concurrence - nouer des partenariats privilégiés pour réinventer une nouvelle façon de coopérer, une nouvelle façon de créer de la richesse, dans une vision de co-développement

MM. Habib-Deloncle et Juma Al Naboodah, Président CCI Dubaï, 8 novembre 1989

à long terme qui, tout en créant la richesse dans un pays, apporte aussi un bénéfice à l'autre.

De l'autre côté, le monde arabe, du Machrek au Maghreb, est en transformation. Il est engagé dans de vastes programmes de réformes et d'investissements : « Vision 2030 » en Arabie saoudite, « Vision 2035 » au Koweït, « Vision 2030 » au Qatar et d'autres encore dans les pays du Golfe. Ailleurs, les projets de création de nouvelles zones industrielles et de villes nouvelles se multiplient comme en Egypte, avec la zone industrielle du Canal de Suez et la construction d'une nouvelle capitale administrative, ou encore la ville verte en Jordanie. Au Maghreb, ce sont les plans de développement régional ou la mise en chantier de plans de développement sectoriel qui prévalent : agriculture, industrie, énergies renouvelables, tourisme. Tous ces projets doivent à terme contribuer à diversifier les économies, créer un climat propice aux affaires, attirer les investisseurs étrangers et donner plus de place au secteur privé dans l'économie.

Aujourd'hui, malgré les crises, l'instabilité politique parfois et les foyers de tensions ici et là, malgré la crise sanitaire et la baisse des prix des matières premières, ces plans de développement perdurent, voire ils s'accélèrent, ouvrant des marchés importants et de nombreuses opportunités d'investissements attractifs.

« Les marchés arabes sont importants et en progression rapide et tout laisse à croire que la prochaine grande zone d'émergence sera peut-être ici demain. Les entreprises françaises doivent investir sans tarder ces marchés où la France a des relais de toutes natures en cherchant à comprendre comment la modernisation des sociétés arabes se traduit sur l'évolution des tissus urbains et les attentes des populations afin de favoriser l'émergence d'une offre française globale et innovante qui s'intègre dans les plans de développement de ces pays et offre le meilleur rapport qualité-prix ». C'est sur ce point que, lors du troisième Forum économique « France - Pays Arabes », le 8 décembre 2018, le Président de la CCFA, M. Vincent Reina, avait souhaité insister. Partageant trois convictions avec les participants à ce Forum. Tout d'abord, que le monde arabe

« Les marchés arabes sont importants et en progression rapide et tout laisse à croire que la prochaine grande zone d'émergence sera peut-être ici demain ».

MM. Michel Habib-Deloncle et Hamdi Sakka, Ministre syrien des Finances, septembre 1983

présente aujourd'hui un potentiel de développement majeur pour les entreprises françaises. Ensuite, qu'il faut impérativement renforcer et diversifier l'approche française des marchés arabes afin qu'elle soit plus innovante et plus inclusive. Et enfin, que les entreprises françaises et arabes avaient la capacité à travailler ensemble sur des pays tiers. Il a estimé à cet égard, qu'il était urgent de lancer des initiatives fortes pour une nouvelle approche qui favorise les alliances entre les entreprises françaises et arabes.

Alors il appartient à tous les acteurs politiques et économiques de la relation franco-arabe de conjuguer leurs efforts afin de déterminer le nouveau cadre de cette alliance et guider la France et le monde arabe vers ce partenariat stratégique tant recherché et revendiqué des deux côtés.

Nos partenaires 2020

Stratégique	Platinium	Platinium	Silver
VEOLIA	transdev the mobility company	UBAF	anteagroup

France – Pays Arabes

Des échanges multipliés par vingt depuis 1970 !

Forum Perspectives Proche-Orient, au Caire, novembre 1993 (photos d'article décennie 1990-2000)

M. Baccar Touzani avec l'Ambassadeur du Qatar S.E.M. Abdul Rahman Al-Khulaifi, décembre 1996

En 1970, année de la création de la CCFA, le volume des échanges de biens entre la France et les pays arabes totalisait 2,7 milliards d'euros. Cinquante années plus tard, ces échanges culminent à 55,5 milliards d'euros (2019), soit vingt fois plus !

Quant à la balance commerciale qui affichait presque en permanence un déficit en défaveur de la France, avec un pic de 7,32 milliards d'euros constaté en 1981, sa tendance a commencé à s'inverser à partir de 1984 pour ne plus jamais changer de cap.

Sur les dix dernières années, les échanges entre la France et les pays arabes évoluent aux alentours de 55 milliards d'euros chaque année, soit 15 % de l'ensemble des échanges commerciaux de la France.

M. Michel Habib-Deloncle en compagnie du Prince Mohamed Ben Khalifa Al Thani, mars 1995

Les exportations de l'Hexagone vers les pays arabes évoluent de 27 à 28 milliards d'euros, et les importations en provenance de ces pays évoluent dans une fourchette de 25 à 27 milliards d'euros. Quant au bilan de ces échanges, il évolue en dents de scie avec un solde commercial, toujours en faveur de la France, qui passe respectivement de près de 1,7 milliard d'euros en 2013 et 2014 à près de 8,5 milliards d'euros en 2015 et 2016, avant de baisser à 5,2 milliards d'euros en 2017 et « s'effondrer » à 805 millions d'euros en 2018 avant de reprendre à nouveau quelques couleurs en 2019 pour atteindre 1,7 milliard d'euros.

Avec les cinq pays du Maghreb - Algérie, Maroc, Tunisie, Libye et Mauritanie - les échanges de la France, sur les dix dernières années, évoluent entre 28 à 30 milliards d'euros. Le bilan de ces échanges qui était positif en faveur de la

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Nos partenaires 2020

Stratégique: VEOLIA
Platinium: transdev the mobility company
Platinium: UBAF
Silver: anteagroup

France de près de 1,5 milliard d'euros en 2015 ne cesse de se dégrader depuis 2017, enregistrant sur les trois dernières années des soldes négatifs en défaveur de la France de 1,2 milliard d'euros (2017), 2,9 (2018) et 2,3 (2019) milliards d'euros. Cette baisse s'explique essentiellement par une augmentation des importations françaises plus rapide que la croissance de ses exportations, et par l'arrivée de nouveaux concurrents européens et internationaux au détriment des parts de marché françaises. Avec les pays du Golfe, sur les dix dernières années, les échanges évoluent entre 17 et 20 milliards d'euros, avec un plus bas à 15 milliards d'euros, en 2016. Quant à la balance commerciale, le solde de ces échanges oscille entre 2 et 5 milliards d'euros en faveur de la France.

M. Michel Habib-Deloncle saluant le Roi de Jordanie, juin 1997

M. Michel Habib-Deloncle saluant MM. Jacques Chirac et Hosni Moubarak à l'Elysée, mai 1998

Enfin, avec le groupe des autres pays, composé de l'Egypte, du Soudan, de la Jordanie, du Yémen, du Liban, de la Syrie, de la Palestine, des Comores, de l'Irak et de Djibouti, les échanges de la France oscillent entre 4,2 et 6,3 milliards d'euros, avec un solde positif en faveur de la France qui varie selon les années de 1,9 à 2,6 milliards d'euros.

M. Michel Habib-Deloncle et le Président du Yémen Ali Abdullah Saleh, à Paris en 1995

La France importe des pays arabes essentiellement du pétrole brut, des produits du raffinage du pétrole, des engrais et composés azotés et dans une moindre mesure des fruits et légumes, des vêtements et accessoires, des peaux et cuirs tannés, des matières plastiques, des colorants, pigments et agents tannants, des articles de joaillerie et bijouterie, des éléments en matières plastiques pour la construction, des produits minéraux non métalliques, des articles de voyage, de maroquinerie, de sellerie et de bourrellerie… Et elle exporte vers les pays arabes essentiellement des aéronefs et engins spatiaux, des produits pharmaceutiques, des céréales, des véhicules automobiles, des produits électriques et électroniques, des produits du raffinage de pétrole, des produits de luxe et produits de toilettes, des produits laitiers, des boissons rafraîchissantes, des viandes de volailles, des équipements de communications…

Les cinq pays du Maghreb : l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie - contribuent à une part importante de ces échanges et participent à hauteur de 55 à 60 % de son volume total. Trois pays de ce groupe, où la France compte parmi leurs premiers fournisseurs et premiers clients, se distinguent : l'Algérie et le Maroc dont les échanges avec la France varient entre 8 et 9 milliards d'euros et la Tunisie qui réalise avec la France un volume d'échanges avoisinant les 7,5 milliards d'euros.

La part des pays du Golfe et notamment les pays membres du CCG (Conseil de Coopération du Golfe) dans le volume des échanges oscille entre 25 % à 30 %, selon les années, avec deux poids lourds qui sont l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. Avec l'Arabie saoudite, la France importe plus qu'elle n'y exporte (avec un ratio de 2/3 - 1/3), alors que c'est exactement l'inverse avec les E.A.U. (la France y exporte 4 fois plus qu'elle n'en

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Nos partenaires 2020

Stratégique	Platinium	Platinium	Silver
VEOLIA	transdev the mobility company	UBAF	anteagroup

importe). Deux raisons à cela, d'abord le pétrole. L'Arabie saoudite est le premier fournisseur de pétrole de la France parmi les pays de la région. Ensuite, le fait que Dubaï sert très souvent de base de réexportation de certains produits français vers d'autres marchés, notamment l'Inde et l'Asie. Enfin, il convient de noter la progression constante des échanges avec le Qatar qui passent de 2 milliards d'euros en 2016 à 4,5 milliards d'euros en 2019.

On pourrait, en conclusion, avancer trois constatations. D'une part, si le volume des échanges entre la France et les pays arabes a été en progression constante depuis 1970, il reste toutefois en deçà du niveau de la qualité de leurs relations amicales et politiques. D'autre part, l'effritement au cours des dernières années des parts de marché de la France dans ces pays, qui tournent aujourd'hui autour de 3 et 3,5 %, fait de la France in fine un partenaire commercial parmi d'autres.

MM. Philippe Seguin, Esmat Abdel-Megid, `
Baccar Touzani et Saeb Nahas, novembre 1995

MM. Abdul Aziz Al Shamsi et Michel
Habib-Deloncle, novembre 1996

MM. Touzani, Hassan Ahmed, Habib-Deloncle
et Eltigani Fidail, Soudan, octobre 1998

M. Pierre Rozek, Président de la CCFA (2006-2008)

Hors ces deux grands groupes, les échanges de la France avec les autres pays arabes, soit une douzaine de pays, sont moins significatifs et oscillent de 8 à 10 % du total. Si la guerre ou les troubles politiques fournissent parfois une explication du niveau modeste des échanges de la France avec certains pays de ce groupe, le niveau insuffisant de ces échanges avec l'Egypte, le plus grand pays de la région avec près de 100 millions d'habitants, témoigne plus d'une difficulté structurelle.

Enfin, face aux multiples opportunités qui restent à conquérir, les entreprises françaises peuvent s'appuyer sur l'acquis solide de la France dans cette région et aborder ces marchés avec une grande confiance dans le « Made in France ». Toutefois, elles doivent aussi prendre en compte le risque réel de perte de parts de marché face aux sous-traitants d'hier, locaux ou à l'international - Chinois, Coréens, Indiens, devenus les concurrents d'aujourd'hui, en plus des concurrents traditionnels - Allemands, Américains, Espagnols, Italiens…

Visitez le site de la Chambre de commerce franco-arabe
www.ccfranco-arabe.org

Nos partenaires 2020

Stratégique	Platinium	Platinium	Silver
VEOLIA	transdev the mobility company	UBAF	anteagroup

La CCFA anime avec vous, depuis 50 ans, la relation franco-arabe

Ensemble, nous avons encore tant de projets à construire

Signature convention CCI Paris et CCI Bahreïn, février 2015

La célébration du cinquantième anniversaire, le 9 décembre, aurait dû marquer une nouvelle date clé, une nouvelle étape. Un virus, une pandémie en ont décidé autrement. Mais il ne peut réduire à néant l'essence même et la raison d'être de la CCFA.

La CCFA poursuit son action dans ce début de siècle, l'organisation de colloques, de séminaires et de forums, avec des thématiques plus ancrées sur la réalité du monde d'aujourd'hui et les nouvelles perspectives d'échanges et de partenariats franco-arabes.

La décennie 2010 a été riche en événements pour la CCFA. Ainsi, en fut-il de l'organisation d'un Forum sur le dialogue euro-arabe, avec la participation notamment, de M. Philippe Douste-Blazy, ministre des Affaires étrangères du Président Chirac, de M. Amr Moussa, Secrétaire général de la Ligue des Etats arabes ou encore des Forums sur la finance islamique, en 2011, du premier Forum France-Pays du Golfe, avec la participation de Mme Loubna bint Khaled Al Qassimi, ministre émirienne du Commerce, du colloque sur la diplomatie française de 2014, avec M. Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères du Président Hollande, du Forum sur l'Arbitrage franco-arabe - rendez-vous parisien organisé souvent avec le Barreau de Paris - des différentes éditions du Forum France-Arabie saoudite, avec la participation à sa première édition de Mme Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur.

Et bien sûr, les éditions du Forum France-Pays arabes qui réunirent à chaque fois un nombre important de participants, notamment l'édition de 2018 qui a rassemblé plus de 360 personnes et de nombreuses personnalités françaises et arabes - M. Martin Juillard, Directeur adjoint des entreprises, de l'économie internationale représentant du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, M. Gérard Mestrallet, Président de l'Agence française pour le développement d'Al-Ula, M. Adnan Kassar, Président d'honneur de l'Union des Chambres Arabes et M. Mohammad Abdo Saeed, Président de l'Union des Chambres Arabes et son Secrétaire Général, Dr. Khaled Hanafi.

Dans la série des séminaires pays, la CCFA reçoit M. Ismaïl Omar Guelleh, Président de Djibouti, et traite de thèmes aussi divers que la reconstruction de l'Irak et de la Libye, le tourisme en Palestine, à Bahreïn et dans le sultanat d'Oman. Elle organise des séminaires sur la Mauritanie, sur l'économie en Tunisie, en Jordanie, au Maroc, ainsi que sur l'Exposition Universelle de Dubaï, les zones franches aux Emirats arabes unis et la zone économique du Canal de Suez en Egypte.

Des séminaires thématiques apparaissent aussi : l'attractivité touristique de la France et du monde arabe, l'industrie agroalimentaire dans les pays arabes et l'offre française, le bâtiment et les travaux publics dans les pays arabes, l'industrie du luxe, les Incoterms et le RGPD, l'industrie spatiale, l'industrie pharmaceutique, les transports dans les pays arabes, l'économie numérique dans l'essor du monde arabe, l'environnement, les enjeux de l'eau, les technologies vertes…

Nos partenaires 2020
Stratégique — VEOLIA
Platinium — transdev the mobility company
Platinium — UBAF
Silver — anteagroup

Cette mission d'information de la CCFA se complète par des activités concrètes sur le terrain, en conduisant des délégations à la rencontre de l'excellence et des atouts de la France : Toulouse pour l'Aérospatiale, Marseille porte de la Méditerranée, Caen (usines Moulinex), Poitiers (Futuroscope, en présence de M. Jean-Pierre Raffarin), Rennes (usines Thomson, en présence de M. Yvon Bourges), Corbeil (centre de recherche génétique sur le génome humain Génopole).

Forum Arbitrage, juin 2014

Pour les ambassadeurs arabes en poste à Paris, et avec lesquels la Chambre entretient des relations solides, la CCFA organise notamment des visites dans les grandes Métropoles françaises pour découvrir les pôles d'excellence de ces collectivités. Les dernières, en 2018 et 2019 les conduisirent à Bordeaux, avec un accueil par M. Alain Juppé qui présenta à la délégation les atouts de Bordeaux Métropole, et à Dijon, où là ce fut M. François Rebsamen qui exposa aux invités de la Chambre l'excellence de Dijon Métropole.

Quant aux activités de la Chambre à l'étranger, elles se sont poursuivies en participant au Forum économique de Jeddah (2010), à la 18ème édition du Forum économique Arabo-Allemand à Berlin (2014), au Forum des investisseurs et chefs d'entreprises arabes aux Emirats arabes unis, au Forum de Tunis sur les transports et au sommet « Union Européenne-Monde Arabe » à Athènes. Avec également des organisations de missions de prospection à Oman ou aux Emirats arabes unis.

Par ailleurs, la Chambre a pris l'habitude de demander à une personnalité le soin de clôturer les travaux des réunions de son Assemblée générale annuelle. Dans ce cadre, elle a notamment reçu, Mme Muriel Pénicaud, alors Directrice Générale de Business France, M. Philippe Gautier, Directeur Général du Medef International (2017), M. Jérôme Bonnafont, Directeur de la zone ANMO au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (2018), et M. Antoine Frérot, Président Directeur Général du groupe Veolia (2019).

Enfin, pour mener à bien toutes ses activités et pour accomplir au mieux sa vocation, la Chambre a développé une stratégie de conventions et de partenariats avec des entreprises, des organismes économiques publics ou privés.

La Chambre de Commerce Franco Arabe une fois lancée, la célébration de son 30ème anniversaire, fut ponctué par le message du Président de la République, Monsieur Jacques Chirac, saluant l'action de la CCFA dans la promotion du « dialogue franco-arabe ». Puis ce fut la célébration du 40ème anniversaire, couronnée par une réception à l'Elysée et la rencontre avec le Président Nicolas Sarkozy.

La célébration du cinquantième anniversaire, le 9 décembre, aurait dû marquer une nouvelle date clé, une nouvelle étape. Un virus, une pandémie en ont décidé autrement. Mais il ne peut réduire à néant l'essence même et la raison d'être de la CCFA : être un outil au service des entreprises, françaises et arabes, des collectivités et des institutions.

Ce cinquantenaire sera fêté en 2021. Et nous repartons de toutes les façons pour un demi-siècle de nouvelles activités, pour animer, ensemble, la relation franco-arabe, être encore plus forts pour construire tous les projets.

Présidents et Secrétaires Généraux de la CCFA

Les Présidents de la CCFA

M. Michel HABIB-DELONCLE
Président fondateur de décembre 1970 à juin 2002

M. Serge BOIDEVAIX
De juin 2002 à juin 2006

M. Pierre ROZEK
De juin 2006 à juin 2008

M. Hervé de CHARETTE
De juin 2008 à juin 2016

M. Vincent REINA
Depuis juin 2016 à ce jour

Les Secrétaires Généraux

M. Taha FARNAWANI
De nationalité égyptienne
De 1971 à juin 1975

M. Baccar TOUZANI
De nationalité tunisienne
De janvier 1976 à juin 2004

Dr Saleh B. AL-TAYAR
De nationalité saoudienne
Depuis juin 2004 à ce jour

Nos partenaires 2020
Stratégique — VEOLIA
Platinium — transdev the mobility company
Platinium — UBAF
Silver — anteagroup

La CCFA en images

La CCFA en images

La CCFA en images

2010-2020

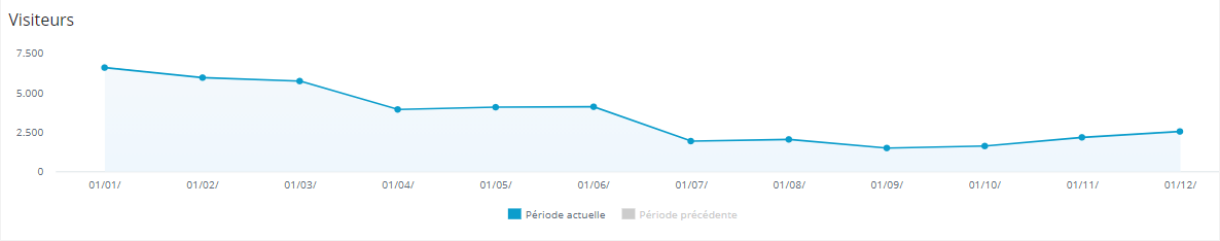
La CCFA en images

Internet et les comptes des réseaux sociaux de la CCFA

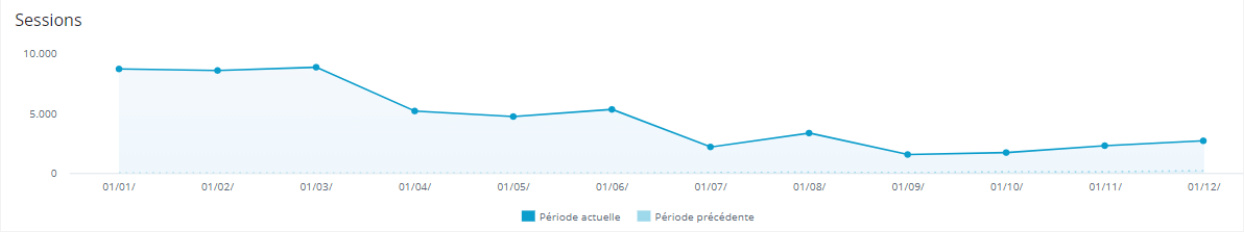
Visiteurs	Pages visitées par session
42.241	∅ 5,74
+489,10% ↗	+62,40% ↗

Cette analyse montre combien de visiteurs ont consulté le site web sur l'année 2020.

Cette analyse montre combien de pages du site Web sont consultées en moyenne lors d'une session.



Cette analyse montre le nombre des sessions. Une session commence quand un visiteur ouvre le site Web et termine quand il le quitte. Une session est terminée automatiquement après 30 minutes d'inactivité. Si un visiteur ouvre plusieurs fois par jourle site Web, plusieurs sessions sont comptées.



Cette analyse montre combien de visiteurs ont consulté le site Web. Si un visiteur ouvre plusieurs fois par jour le site Web, uniquement une visite est comptée.

Sur LinkedIn, meilleur post, le 27 décembre 2020, 2. 035 vues : 121 personnes avec le titre de Commercial, Avocat 104, Administrateur délégué 91, Stratège commercial 63, Spécialiste du développement commercial 45, Chef de projet 45, Fondateur 34, Spécialiste des finances d'entreprise 31, Spécialistes opérations 25 ; et 351 personnes ont vu le post depuis Région de Paris, Région de Marseille, 48, Préfecture de Casablanca, 26, Région de Lyon, 26, région de Lille, 24, Gouvernorat de Tunis, 14, Région de Montpellier, 13, Algeria, 13 , Londres, 12

La CCFA était notamment dans ….

In Les Cahiers, Echanges Internationaux, février 2020

/ FRANCE - KOWEÏT

« LE KOWEÏT, POUR LA BANQUE MONDIALE,

A FAIT PARTIE DES DIX PAYS LES PLUS RÉFORMATEURS AU MONDE EN 2019 »

Vincent REINA, Président de la CCFA

Le Koweït, classé au 83e rang sur 190 pays par le dernier classement « *Doing Business* », fait partie des pays membres de la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA) qui propose aux entreprises informations, facilitations et accélérations de leur croissance en zone ANMO(1).

©DR

Échanges Internationaux. Selon l'évaluation des risques pays de la Coface, le Koweït bénéficie en 2019 d'une note de niveau A, ce qui est rare dans la zone ANMO. Quelle est votre analyse des atouts du pays ?

Vincent Reina / Beaucoup des pays de la zone ANMO, à l'exception de ceux en situation de conflit, présentent un risque qualifiable de « risque moyen ». Ces notations sont à prendre avec précaution et à affiner de façon individualisée.

Une des missions de la CCFA est de mettre en avant l'ensemble des différentes opportunités qu'offrent les pays de la zone aux entreprises françaises. À partir des plans stratégiques, des « visions » établies par ces pays, les entreprises pourront se positionner en fonction de leur degré de maturité pour s'internationaliser, de leur capacité à mobiliser les ressources humaines et financières suffisantes.

Pour le Koweït, ces notes A3 pour l'évaluation du risque pays et A4 pour l'environnement des affaires sont d'excellentes nouvelles, comme le dernier classement « *Doing Business* » où le Koweït est classé au 83e rang sur 190 pays (+14 places).

Le Koweït, pour la Banque mondiale, a fait partie des dix pays les plus réformateurs au monde en 2019. Il a mené sept grandes réformes. La délivrance des permis de construire a été simplifiée en connectant de nouveaux organismes à une plateforme en ligne et en améliorant la communication. Le pays a facilité les échanges transfrontaliers en renforçant le mécanisme de gestion des risques douaniers et en mettant en place un nouveau système électronique de dédouanement. Tout cela en fait un partenaire de choix dans la région.

(1) *Afrique du Nord Moyen-Orient*

Les atouts du Koweït sont ses considérables capacités d'investissement, issues en grande partie de sa situation pétrolière, mais aussi dans sa volonté de renforcer le secteur non-pétrolier. La stabilité, les perspectives de croissance et la confiance que les Koweïtis affichent sont d'autres facteurs. Les entreprises françaises ont des places à prendre dans la santé, l'énergie, la sécurité, la protection de l'environnement, le digital !

E.I. Quelles sont les missions de votre chambre ?

V.R. / La CCFA est un outil économique au service des entreprises françaises et arabes qui fêtera en décembre 2020 son 50e anniversaire. Tous nos services, de la gestion des formalités à l'exportation vers les pays arabes, que nous assurons par habilitation de la Ligue des États arabes, jusqu'à la résolution alternative de conflits, à travers le Centre de médiation et d'arbitrage près la chambre, visent à réduire le risque que prend une entreprise en ciblant les marchés ANMO. Réseautage, formation, organisation de conférences, visites de délégations arabes, transmission d'opportunités d'affaires, conseil individualisé… tout cela a une seule finalité : accélérer la capacité des entreprises à prendre pied durablement sur ces marchés porteurs.

E.I. Le Koweït est-il à la portée des PME et ETI ?

V.R. / Nos échanges avec le Koweït ont fortement progressé (+27,3% en 2018) et ce pays est notre 4e partenaire commercial dans la région. Mais l'on peut, et nous devons mieux faire ! Avec de l'ambition, les moyens humains et financiers adéquats, une PME et une ETI doivent regarder ce que le Koweït peut offrir comme possibilités. C'est ensuite une question de stratégie et de partenariat. Et nous sommes là, avec nos partenaires et nos réseaux, pour les aider. ■

©Sophie James - AdobeStock.com

KOWEÏT

/ KUWAIT - FRANCE

'FOR THE WORLD BANK, KUWAIT IS ONE OF

THE TOP TEN IMPROVERS IN THE WORLD IN 2019'

Vincent REINA, President of the CCFA

Kuwait, which was in 83rd position out of 190 countries in the latest *'Doing Business'* ranking, is a member of the Franco-Arab Chamber Of Commerce (CCFA), which gives companies information and helps them to facilitate and speed up their growth in the MENA region(1).

©DR

Échanges Internationaux. According to Coface's country risk assessments, Kuwait had a level A rating in 2019, which is rare in the MENA region. What is your analysis of the country's strengths?

Vincent Reina / Many of the countries in the MENA region, with the exception of those in conflict situations, have a risks qualified medium risks. These rankings should be taken cautiously and require fine-tuning.

One of CCFA's goals is to showcase all the different opportunities that the countries in the region offer to French companies. Starting with the strategic plans that have been established by these countries, a company can position itself according to the level of its maturity in international development and its ability to mobilise sufficient human and financial resources.

For Kuwait, these ratings, which are A3 for the assessment of the country risk and A4 for the business environment, are excellent news, as is the latest *'Doing Business'* ranking, in which Kuwait is ranked in 83rd position out of 190 countries (a rise of 14 places).

For the World Bank, Kuwait is one of the top ten improvers in the world in 2019. It has carried out seven major reforms. The issuing of building permits has been simplified by connecting new organisations to an online platform and improving communication. The country has facilitated cross-border trade by strengthening the mechanism for managing customs risks and setting up a new electronic customs clearance system. All of this makes it a partner of choice in the region.

Kuwait's strengths are its considerable capacities for investment that mostly result from its oil and gas situation but also from its willingness to strengthen the non-oil sector. Stability, growth prospects and the Kuwaitis' trust are other factors. There are opportunities for French companies in health, energy, security, the protection of the environment and digital technology!

E.I. What are the missions of your Chamber?

V.R. / The CCFA is an economic tool at the service of the French and Arab companies, which will celebrate its 50th anniversary in December 2020.

All the services, from administration procedures for exporting to the Arab countries, which we carry out with the authorization of the Arab League, with the possibility of alternative dispute resolution through the Chamber's Mediation and Arbitration Centre, aim at reducing the risks that companies take when they target markets in the MENA region. Networking, training, organising lectures, visits by Arab delegations, transmission of business opportunities, individual advice, etc. all have one goal: to enhance the ability of companies to establish sustainable presences in these high-growth markets.

E.I. Is Kuwait within reach for SMEs and mid-market companies?

V.R. / Our trade with Kuwait has risen fast (+27-3% in 2018) and this country is our number 4 trading partner in the region. But we can and must do better! With ambition and appropriate human and financial resources, SMEs and mid-market companies need to study what kind of opportunities Kuwait can offer. It is then a question of strategy and partnership, and we are there to help them with our partners and our networks. ■

(1) *Middle East and North Africa*

©Sophie James - AdobeStock.com

KUWAIT

ARAB NEWS

En Français

La France et l'Arabie Saoudite ont des objectifs communs pour l'avenir

باريس

Paris

Mohammed Al-Kinani
Publié le 14 juillet 2020

- Pour les entrepreneurs, un accord politique aura pour conséquence des partenariats bénéfiques aux deux parties
- Le royaume s'est engagé dans une ambitieuse réforme économique et sociale dans le cadre du plan Saudi Vision 2030

Djeddah: L'Arabie saoudite et la France partagent des ambitions communes. En s'associant, les deux pays auront beaucoup à gagner. Objectif : parvenir à une collaboration plus large ainsi qu'à des partenariats dans de nombreux secteurs.

Selon Saleh Al-Tayar, secrétaire général de la Chambre de commerce franco-arabe (CCFA), tous les entrepreneurs français et saoudiens estiment qu'un accord politique entre les deux pays ouvrira la voie à des partenariats mutuellement bénéfiques.

Dans ce cadre, la CCFA a joué un rôle fondamental dans le renforcement, le développement et l'amélioration des relations commerciales entre la France et l'Arabie saoudite.

Lire la suite : https://www.arabnews.fr/node/1606/monde-arabe
Ce texte est la traduction d'un article paru sur arabnews.com

In Arab News, 14 juillet 2020

In Le Moci, 20 mars 2020

CCFA / Coronavirus : durant la crise du coronavirus, la **Chambre de commerce franco-arabe** (CCFA) adapte son dispositif concernant les **formalités internationales**, afin, précise son président, **Vincent Reina**, dans un email adressé à ses adhérents, « de continuer à répondre aux besoins de certification de documents, comme l'a souhaité le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ». Une permanence pour permettre la signature manuelle et l'apposition du cachet encreur sur tous les documents originaux a ainsi été mise en place cette semaine. Les bureaux de la CCFA ont ainsi été ouverts du **lundi 23 mars au jeudi 26 mars de 8h15 à 12h15**. La Chambre tiendra ses membres informés de toute évolution » pour les semaines à venir, précise-t-elle.

Vincent REINA, Président
Dr Saleh AL-TAYAR, Secrétaire Général

Partenaire Stratégique

Partenaires

Partenaire Platinum

Partenaire Platinum

Partenaire Silver

Partenaire Entreprises

Partenaire Institutionnel

Partenaire Institutionnel

250 Bis, Boulevard Saint Germain, 75007 Paris Tél : +33 (1) 45 53 20 12 Fax: +33 (1) 47 55 09 59
Email : info@ccfranco-arabe.org

Retrouvez toute l'actualité de la CCFA et devenez membre sur :
http://www.ccfranco-arabe.org

Vos contacts :
Directeur Exécutif, Mme. Neirouz FAHED : fahed@ccfranco-arabe.org
Directeur, Développement et Relations Extérieures, M. Dominique BRUNIN : dominique.brunin@ccfranco-arabe.org
Directeur administratif et financier, Mme. Maha EL ALAM : maha.alam@ccfranco-arabe.org

CCFA, mars 2021